

# PROMOTION INTERNE

## INDEX PAR FILIERES

### FILIERE ADMINISTRATIVE

Administrateur	4
Attaché	5
Rédacteur	6
Rédacteur principal de 2e classe	7

### FILIERE TECHNIQUE

Ingénieur en chef (1e modalité)	8
Ingénieur en chef (2e modalité)	9
Ingénieur	10
Technicien	11
Technicien principal de 2e classe	12
agent de maîtrise	13

### FILIERE CULTURELLE (patrimoine et bibliothèques)

Conservateur du patrimoine	15
Conservateur des bibliothèques	16
Attaché de conservation du patrimoine	17
Bibliothécaire	18
Assistant de conservation	19
Assistant de conservation principal de 2e classe	20

### FILIERE CULTURELLE (enseignement artistique)

Directeur de 2e catégorie	21
Professeur de classe normale	22

### FILIERE SPORTIVE

Conseiller des activités physiques et sportives	23
Educateur des activités physiques et sportives	24
Educateur des activités physiques et sportives principal de 2e classe	25

### FILIERE MEDICO-SOCIALE

Conseiller socio-éducatif	26
---------------------------	----

### FILIERE ANIMATION

Animateur	27
Animateur principal de 2e classe	28

### FILIERE SECURITE

Directeur de police municipale	29
Chef de service de police municipale	30

## PRÉCISIONS SUR LA NATURE DES SERVICES REQUIS

Il n'existe pas de définition de la notion de services effectifs ou de services publics effectifs. Cependant, peuvent être considérés comme tels , les périodes pendant lesquelles un agent :

- a véritablement exercé ses fonctions
- est réputé les avoir véritablement exercées

### 1 - LES SERVICES EFFECTIFS peuvent être exigés dans un grade, un cadre d'emplois ou un emploi

Il s'agit des services accomplis en position d'activité (ou en position de détachement si le statut particulier le prévoit) :

- \* Les congés visés aux articles, L.422-1 et L. 631-1 à L. 641-4 du Code général de la fonction publique (annuels, maladie, maternité, paternité et accueil de l'enfant, formation ...)
- \* Les autorisations spéciales d'absence
- \* Le congé de présence parentale
- \* Les services accomplis à temps partiel (assimilés à du temps complet)
- \* Les services accomplis à temps non complet (soit assimilés à du temps complet, soit proratisés si inférieurs au mi-temps)
- \* Les services accomplis pendant une mise à disposition
- \* Les décharges de service pour l'exercice d'une activité syndicale

Sont également assimilés à des services effectifs accomplis dans le cadre d'emplois :

- \* La période normale de stage sauf exclusion expresse par le statut particulier
- \* Les services accomplis dans l'emploi antérieur à l'intégration dans un statut particulier
- \* Les services de contractuel dont le report a été autorisé lors de la titularisation directe ( en application des articles art. 126 et suivants de la loi n°84-53 désormais abrogés )

Précision : les services effectifs peuvent être exigés sans précision de grade ou de cadre d'emplois ou éventuellement dans un emploi. Dans cette hypothèse, le Conseil d'État considère que les services à retenir peuvent avoir été effectués en qualité de contractuel (Cf. notamment : CE- n° 271555 - 28 décembre 2005 – M.A. et CE n° 325144 – 23 décembre 2010).

SONT EXCLUS (notamment) :

- Les périodes d'exclusion temporaire de fonctions
- Les périodes sans rémunération, sauf grève

### 2 - SERVICES PUBLICS EFFECTIFS

Il s'agit de tous les services civils et militaires accomplis en qualité d'agent public (stagiaire, titulaire ou contractuel) dès lors que l'agent :

- \* A exercé les fonctions liées à l'emploi occupé (par exemple : secrétaire de mairie)
- \* Est réputé les avoir exercées (congés rémunérés)

Précision : Au sein des statuts particuliers, les services publics peuvent être exigés sans précisions particulières qui en limiteraient le champ. Dans cette hypothèse, le Conseil d'État considère que les services effectués sous l'empire d'un contrat de droit privé peuvent être comptabilisés comme services publics dès lors qu'ils ont été effectués dans le cadre d'un service public administratif (SPA) (CE, n° 363482, 1er octobre 2014).

SONT EXCLUES (notamment):

- Les périodes où l'agent n'a pas travaillé (par exemple : congés non rémunérés, disponibilité, ...)
- Les périodes non rémunérées, à l'exception des jours de grève
- Les périodes de prolongation de stage pour insuffisance professionnelle

**IMPORTANT** : Si vos agents ont été placés en position de congé parental, de disponibilité de droit pour élever un enfant de moins de 12 ans ou ont exercé une activité professionnelle pendant une disponibilité pour convenance personnelle, l'unité Carrières retraite se tient à votre disposition pour examiner leur situation.

## Filière administrative - Catégorie A

## Administrateur

**Référence** : Article 5 du décret n°87-1097 du 30 décembre 1987

**NOTA** : La promotion interne pour l'accès au grade d'administrateur est organisée par le CNFPT.

Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine	Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée	Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade
<p>Attachés principaux, attachés hors classe et directeurs</p> <p>Conseillers des activités physiques et sportives principaux</p>	<p>4 ans de services effectifs dans l'un des grades ci-contre en position d'activité ou de détachement ou dans un ou plusieurs des emplois énumérés ci-après (1)</p> <p><b>+ Examen professionnel organisé par le CNFPT</b></p>	
<p>Les fonctionnaires territoriaux de catégorie A ayant occupé l'un des emplois fonctionnels de (1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Directeur Général des Services (DGS) d'une commune de plus de 10.000 habitants</li> <li>* Directeur Général Adjoint des Services (DGA) d'une commune de plus de 20.000 habitants</li> <li>* DG et DGA des établissements publics locaux assimilés à une commune de plus de 20.000 habitants</li> <li>* DGA des départements et des régions</li> <li>* DGS et DGA des mairies d'arrondissement et groupes d'arrondissements de Lyon et Marseille de plus de 40.000 habitants</li> <li>* Emplois créés en application de l'article L412-5 du CGFP et dont l'indice terminal brut est au moins égal à 966.</li> <li>* Directeur général des services des conseils de territoire de la métropole d'Aix-Marseille-Provence de plus de 40.000 habitants</li> </ul>	<p>Au moins 6 ans d'exercice d'une ou plusieurs des fonctions ci-contre</p> <p><b>+ Examen professionnel organisé par le CNFPT</b></p>	<p>Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés administrateurs stagiaires pour une durée de six mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement.</p> <p>Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues à l'article 11 du décret n°87-1097 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.</p>

## Filière administrative - Catégorie A

## Attaché

**Références :** Article 5, 6 et 7 du décret n°87-1099 du 30 décembre 1987

### QUOTAS :

1<sup>re</sup> modalité : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

2<sup>e</sup> modalité : Une nomination pour deux recrutements au titre de la promotion interne intervenus dans les conditions ci-dessus.

Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine	Conditions statutaires requises au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année considérée	Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade
<b>1<sup>re</sup> modalité, 1<sup>re</sup> voie :</b> Les fonctionnaires territoriaux	Plus de 5 ans de services effectifs en qualité de fonctionnaire territorial de catégorie B en position d'activité ou de détachement	Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés attachés stagiaires pour une durée de 6 mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement.  Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues à l'article 10 du décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux.
<b>1<sup>re</sup> modalité, 2<sup>e</sup> voie :</b> Les fonctionnaires territoriaux appartenant au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux, en position d'activité ou de détachement, avec exercice des fonctions de secrétaire général de mairie dans les communes de moins de 2 000 habitants	Au moins 4 ans de services publics effectifs au titre de l'exercice en catégorie B des fonctions de secrétaire général de mairie d'une commune de moins de 2 000 habitants.	
<b>2<sup>e</sup> modalité :</b> Les fonctionnaires territoriaux de catégorie A, appartenant au cadre d'emplois des secrétaires de mairie	4 ans de services effectifs dans leur cadre d'emplois	

## Filière administrative - Catégorie B

## Rédacteur

**Références** : Articles 8 et 8-1 du décret n°2012-924 du 30 juillet 2012, article 9 du décret 2010-329 du 22 mars 2010, article 1 du décret n°2024-827 du 16 juillet 2024 et article 7 du décret n°2024-831 du 16 juillet 2024

**QUOTAS** : 1re modalité : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

2e et 3e modalités : aucun

### Cadre d'emplois, grade ou fonctions d'origine

### Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée

### Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade

Adjoint administratifs territoriaux principaux de 1<sup>re</sup> classe

Comptant au moins 10 ans de services publics effectifs dont 5 ans dans le cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux en position d'activité ou de détachement

Règles communes aux 3 modalités :

Adjoint administratifs territoriaux principaux de 1<sup>re</sup> classe et de 2<sup>e</sup> classe

Comptant au moins 8 ans de services publics effectifs dont 4 ans au titre de l'exercice des fonctions de secrétaire de mairie d'une commune de moins de 2 000 habitants

Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés rédacteurs stagiaires pour une durée de six mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement.

**2e modalité :**  
Adjoint administratifs territoriaux principaux de 1<sup>re</sup> classe et de 2<sup>e</sup> classe exerçant les fonctions de secrétaire général de mairie

Comptant au moins 4 ans de services publics effectifs (y compris en qualité de contractuel et/ou adjoint administratif) dans les fonctions de secrétaire (général) de mairie d'une commune de moins de 2 000 habitants

Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues aux articles 13 et 23-I du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B.

**3e modalité :**  
fonctionnaires de catégorie C relevant des grades d'avancement (adjoints territoriaux principaux de 1<sup>re</sup> classe et de 2<sup>e</sup> classe)

Comptant au moins 8 ans de services publics effectifs dans un emploi de catégorie C

**+ Examen professionnel organisé par les Centres de gestion**

Particularité pour la modalité avec examen professionnel :

Les fonctionnaires recrutés par cette voie peuvent exercer uniquement les fonctions de secrétaire général de mairie. Ils ont l'obligation d'exercer ces fonctions pour une durée minimale de 3 ans à compter de la date de leur titularisation.

**ATTENTION** : Les fonctionnaires de catégorie C, lauréats de l'examen professionnel de promotion interne pour l'accès à l'ancien cadre d'emplois des rédacteurs (prévu aux a et b de l'article 6-1 du décret n° 95-25 du 10 janvier 1995 dans sa version en vigueur au 30 novembre 2011) peuvent être inscrits sur la liste d'aptitude d'accès au grade de rédacteur issu du nouveau cadre d'emplois (cf. article 27 décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012)

## Filière administrative - Catégorie B

## Rédacteur principal de 2<sup>e</sup> classe

**Références** : Article 12 du décret n°2012-924 du 30 juillet 2012 et article 9 du décret n°2010-329 du 22 mars 2010

**QUOTAS** : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine	Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée	Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade
<p>Adjoint administratifs territoriaux principaux de 1<sup>re</sup> classe</p> <p>Adjoint administratifs territoriaux principaux de 2<sup>e</sup> classe</p>	<p>Comptant au moins 12 ans de services publics effectifs, dont 5 années dans le cadre d'emplois des adjoints administratifs en position d'activité ou de détachement</p> <p><b>+ Examen professionnel organisé par les Centres de gestion</b></p>	<p>Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés rédacteur principal de 2<sup>e</sup> classe stagiaires pour une durée de 6 mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement.</p> <p>Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues aux articles 21 et 23-I du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010.</p>
	<p>Comptant au moins 10 ans de services publics effectifs, lorsqu'ils exercent les fonctions de secrétaire de mairie d'une commune de moins de 2 000 habitants depuis au moins 4 ans</p> <p><b>+ Examen professionnel organisé par les Centres de gestion</b></p>	

# Filière technique - Catégorie A

## Ingénieur en chef (1<sup>re</sup> modalité)

**Référence** : Article 7 du décret n°2016-200 du 26 février 2016

**NOTA** : La promotion interne pour l'accès au grade d'ingénieur en chef est organisée par le CNFPT.

Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine	Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée	Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade
<p><b>1<sup>re</sup> modalité :</b></p> <p>Ingénieurs territoriaux (tous grades)</p>	<p>Comptant 4 ans de services effectifs dans le grade d'avancement d'ingénieur principal ou hors classe.</p> <p>Au titre de ces quatre années, pourront également être pris en compte, les services accomplis par ces fonctionnaires détachés dans un ou plusieurs des emplois suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• DGS d'une commune de plus de 10.000 habitants ;</li> <li>• DG d'un établissement public local assimilé à une commune de plus de 10.000 habitants ;</li> <li>• DGAS d'une commune de plus de 20.000 habitants ;</li> <li>• DGA d'un établissement public local assimilé à une commune de plus de 20 000 habitants ;</li> <li>• DGS et DGAS des mairies d'arrondissement ou de groupe d'arrondissements des communes de Lyon et de Marseille de plus de 40.000 habitants ;</li> <li>• DGS des conseils de territoire de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;</li> <li>• DST des communes et DGST des EPCI à fiscalité propre de 10.000 à 80.000 habitants ;</li> <li>• Emplois créés en application de l'article 6-1 de la loi du 26 janvier 1984 et dont l'indice brut terminal est au moins égal à 966.</li> </ul> <p><b>+ Examen professionnel organisé par le CNFPT</b></p>	<p>Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés ingénieurs en chef stagiaires pour une durée de six mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement.</p> <p>Les stagiaires nommés dans ce cadre d'emplois sont classés dans les conditions prévues à l'article 10 du décret n° 2016-200 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux</p>



## Filière technique - Catégorie A

## Ingénieur en chef (2<sup>e</sup> modalité)

**Référence** : Article 7 du décret n°2016-200 du 26 février 2016

**NOTA** : La promotion interne pour l'accès au grade d'ingénieur en chef est organisée par le CNFPT.

Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine	Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée	Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade
<p><b>2<sup>e</sup> modalité :</b></p> <p>Ingénieurs territoriaux (tous grades)</p>	<p>Comptant au moins 6 ans de services effectifs en position de détachement dans un ou plusieurs des emplois fonctionnels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• DGS d'une commune de plus de 10.000 habitants ;</li> <li>• DG d'un établissement public local assimilé à une commune de plus de 10.000 habitants ;</li> <li>• DGAS d'une commune de plus de 20.000 habitants ;</li> <li>• DGA d'un établissement public local assimilé à une commune de plus de 20.000 habitants ;</li> <li>• DGS et DGAS des mairies d'arrondissement ou de groupe d'arrondissements des communes de Lyon et de Marseille de plus de 40.000 habitants ;</li> <li>• DGS des conseils de territoire de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;</li> <li>• DST des communes et DGST des EPCI à fiscalité propre de 10.000 à 80.000 habitants ;</li> <li>• Emplois créés en application de l'article 6-1 de la loi du 26 janvier 1984 et dont l'indice brut terminal est au moins égal à 966.</li> </ul> <p><b>+ Examen professionnel organisé par le CNFPT</b></p>	<p>Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés ingénieurs en chef stagiaires pour une durée de six mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement.</p> <p>Les stagiaires nommés dans ce cadre d'emplois sont classés dans les conditions prévues à l'article 10 du décret n° 2016-200 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux.</p>

## Filière technique - Catégorie A

## Ingénieur

**Référence** : Articles 10 et 11 du décret n°2016-201 du 26 février 2016

**QUOTAS** : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine	Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée	Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade
Techniciens territoriaux (tous grades)	Comptant 8 ans de services effectifs dans un cadre d'emplois technique de catégorie B.  <b>+ Examen professionnel organisé par les Centres de gestion</b>	Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés ingénieurs stagiaires pour une durée de 6 mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement. (art. 16)  Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues à l'article 18 III du décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Techniciens territoriaux (tous grades)	Dirigeant depuis au moins 2 ans la totalité des services techniques des communes ou des EPCI de moins de 20.000 habitants dans lesquels il n'existe pas de membres du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, en étant seul de leur grade  <b>+ Examen professionnel organisé par les Centres de gestion</b>	
Techniciens principaux de 1 <sup>re</sup> classe	Comptant au moins 8 ans de services effectifs en qualité de technicien principal de 2e classe ou de 1re classe.	

## Filière technique - Catégorie B

## Technicien

**Références** : Article 7 du décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 et article 9 du décret 2010-329 du 22 mars 2010

**QUOTAS** : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine	Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée	Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade
Agents de maîtrise territoriaux (tous grades)	Comptant au moins 8 ans de services effectifs en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'État dont 5 ans au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emplois technique	Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés techniciens stagiaires pour une durée de six mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement.
Adjoints techniques territoriaux principaux de 1re classe  Adjoints techniques territoriaux principaux de 1re classe des établissements d'enseignement	Comptant au moins 10 ans de services effectifs en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'État dont 5 ans au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emplois technique.	Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues aux articles 13 et 23-I du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B.

**ATTENTION** : Les fonctionnaires inscrits sur une liste d'aptitude de promotion interne ou lauréats d'un examen professionnel de promotion interne pour l'accès à l'ancien cadre d'emplois des contrôleurs de travaux conservent la possibilité d'être nommés dans le grade de technicien (cf. article 22 décret n° 2010-1357 du 9 novembre 2010).

## Filière technique - Catégorie B

## Technicien principal de 2<sup>e</sup> classe

**Références :** Article 11 du décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 et article 9 du décret 2010-329 du 22 mars 2010

**QUOTAS :** Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine	Conditions statutaires requises au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année considérée	Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade
Agents de maîtrise territoriaux (tous grades)	Comptant au moins 8 ans de services effectifs en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'État dont 5 ans au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emplois technique  <b>+ Examen professionnel organisé par les Centres de gestion</b>	Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés technicien principal de 2 <sup>e</sup> classe stagiaires pour une durée de six mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement.
Adjoints techniques territoriaux principaux de 1 <sup>re</sup> classe ou de 2 <sup>e</sup> classe  Adjoints techniques territoriaux principaux de 1 <sup>re</sup> classe ou de 2 <sup>e</sup> classe des établissements d'enseignement	Comptant au moins 10 ans de services effectifs en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'État dont 5 ans au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emplois technique  <b>+ Examen professionnel organisé par les Centres de gestion</b>	Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues aux articles 21 et 23-I du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B.

**ATTENTION :** Les fonctionnaires inscrits sur une liste d'aptitude de promotion interne ou lauréats d'un examen professionnel de promotion interne pour l'accès à l'ancien cadre d'emplois des techniciens supérieurs conservent la possibilité d'être nommés au grade de technicien principal de 2<sup>e</sup> classe. À ce titre, les contrôleurs de travaux en chef conservent la possibilité d'accéder au grade de technicien principal de 1<sup>re</sup> classe (cf. article 22 décret n° 2010-1357 du 9 novembre 2010)

# Filière technique - Catégorie C

## Agent de maîtrise

**Référence :** Article 6 du décret n°88-547 du 6 mai 1988

### QUOTAS :

1re modalité : aucun

2e modalité : un recrutement pour deux nominations prononcées au titre du 1°, dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés à un Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine	Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée	Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade
<b>1re modalité :</b>  Adjoints techniques territoriaux principaux de 1re classe ou de 2e classe  Adjoints techniques territoriaux principaux de 1re classe ou de 2e classe des établissements d'enseignement  Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles principaux de 1re classe ou de 2e classe	Comptant au moins neuf ans de services effectifs dans un ou plusieurs cadres d'emplois techniques ou dans le cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles	Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés stagiaires pour une durée d'un an. Ils sont dispensés de stage s'ils ont accompli au moins deux ans de services publics effectifs dans un emploi de même nature. (art. 8)  Les stagiaires sont classés à l'indice afférent au 1er échelon de leur grade, sous réserve de l'application des dispositions des articles 9 à 9-1 du décret n°88-547 du 6 mai 1988.
<b>2e modalité :</b>  Adjoints techniques territoriaux  Adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement	Comptant au moins sept ans de services effectifs dans un ou plusieurs cadres d'emplois techniques  <b>+ Examen professionnel organisé par les Centres de gestion</b>	
<b>2e modalité :</b>  Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles principaux de 1re classe ou de 2e classe	Comptant au moins sept ans de services effectifs dans le cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles  <b>+ Examen professionnel organisé par les Centres de</b>	

## Filière culturelle - Catégorie A

## Conservateur du patrimoine

Dans l'une des spécialités suivantes et pour laquelle ils se sont portés candidats : Archéologie, Archives, Monuments historiques et inventaire, Patrimoine scientifique technique et naturel ou Musées.

**Référence** : Article 8 du décret n°91-839 du 2 septembre 1991

**QUOTAS** : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

### Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine

Attachés territoriaux de conservation du patrimoine

### Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée

Comptant au moins 10 ans de services effectifs en catégorie A

### Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade

Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés conservateurs stagiaires pour une durée de 1 an pendant laquelle ils sont placés en position de détachement.

Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues à l'article 14 du décret n°91-839 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine.

## Filière culturelle - Catégorie A

## Conservateur des bibliothèques

**Référence** : Article 6 du décret n°91-841 du 2 septembre 1991

**QUOTAS** : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine	Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée	Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade
Bibliothécaires territoriaux	<p>Comptant au moins 10 ans de services effectifs en catégorie A</p> <p>Après examen des titres et références professionnelles des fonctionnaires concernés</p>	<p>Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés conservateurs stagiaires pour une durée de 1 an pendant laquelle ils sont placés en position de détachement. (art. 9)</p> <p>Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues à l'article 12 du décret n°91-841 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des conservateurs territoriaux de bibliothèques.</p>

## Filière culturelle - Catégorie A

## Attaché de conservation

Dans l'une des spécialités suivantes et pour laquelle ils se sont portés candidats : Archéologie, Archives, Inventaire, Patrimoine scientifique, technique et naturel ou Musées.

**Référence** : Article 5 du décret n°91-843 du 2 septembre 1991

**QUOTAS** : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine	Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée	Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade
<p>Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques principaux de 2<sup>e</sup> classe et de 1<sup>re</sup> classe</p>	<p>Comptant au moins 10 ans de services publics effectifs, dont au moins 5 ans dans le cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques en position d'activité ou de détachement.</p>	<p>Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés attachés de conservation du patrimoine stagiaires pour une durée de six mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement. (art. 8)</p> <p>Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues à l'article 10 du décret n°91-843 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine.</p>



## Filière culturelle - Catégorie A

## Bibliothécaire

Dans l'une des spécialités suivantes et pour laquelle ils se sont portés candidats : Documentation ou Bibliothèques.

**Référence** : Article 5 du décret n°91-845 du 2 septembre 1991

**QUOTAS** : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

### Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine

Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques principaux de 1<sup>re</sup> classe et principaux de 2<sup>e</sup> classe

### Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée

Comptant au moins 10 ans de services publics effectifs dont au moins 5 ans dans le cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques en position d'activité ou de détachement

### Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade

Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés bibliothécaires stagiaires pour une durée de six mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement. (art 8)

Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues à l'article 10 du décret n° 91-845 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des bibliothécaires territoriaux.

## Filière culturelle - Catégorie B

## Assistant de conservation

**Références** : Article 7 du décret n°2011-1642 du 23 novembre 2011 et articles 9 et 11 du décret 2010-329 du 22 mars 2010

**QUOTAS** : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

### Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine

Adjoints du patrimoine principaux de 1<sup>re</sup> classe et principaux de 2<sup>e</sup> classe

### Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée

Comptant au moins 10 ans de services publics effectifs, dont 5 ans au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emplois à caractère culturel en position d'activité ou de détachement

### Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade

Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés assistants de conservation du patrimoine stagiaires pour une durée de six mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement. (art 12)

Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues aux articles 13 et 23-I du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B.

## Filière culturelle - Catégorie B

## Assistant de conservation principal de 2e classe

**Référence** : Article 11 du décret n°2011-1642 du 23 novembre 2011 et article 9 du décret 2010-329 du 22 mars 2010

**QUOTAS** : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

Cadre d'emplois, grade ou fonctions d'origine	Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée	Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade
Adjoints du patrimoine principaux de 1 <sup>re</sup> classe et principaux de 2 <sup>e</sup> classe	<p>Comptant au moins 12 ans de services publics effectifs, dont 5 ans au moins en tant que fonctionnaire territorial dans un cadre d'emplois à caractère culturel, en position d'activité ou de détachement.</p> <p><b>+ Examen professionnel organisé par les Centres de gestion</b></p>	<p>Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés assistants de conservation du patrimoine principal de 2e classe stagiaires pour une durée de six mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement.</p> <p>Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues aux articles 21 et 23-I du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B.</p>

## Filière culturelle - Catégorie A

## Directeur d'établissement artistique de 2<sup>e</sup> catégorie

Dans l'une des spécialités suivantes et pour laquelle ils se sont portés candidats : Art dramatique, musique, danse ou Arts plastiques

**Référence** : Article 5 du décret 91-855 du 2 septembre 1991

**QUOTAS** : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine	Conditions statutaires requises au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année considérée	Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade
Professeurs d'enseignement artistique	<p>Comptant plus de 10 ans de services effectifs accomplis dans cet emploi</p> <p><b>+ Examen professionnel organisé par les Centres de gestion</b></p>	<p>Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés directeurs d'établissement d'enseignement artistique stagiaires pour une durée de six mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement. (art 9)</p> <p>Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues aux articles 12 et 13-I du décret n° 91-855 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs d'établissements territoriaux d'enseignement artistique.</p>

<b>Filière culturelle - Catégorie A</b>	<b>Professeur d'enseignement artistique de classe normale</b>
---	---

Dans l'une des spécialités suivantes et pour laquelle ils se sont portés candidats : Art dramatique, musique, danse ou Arts plastiques

**Référence** : Article 5 du décret 91-857 du 2 septembre 1991

**QUOTAS** : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

<b>Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine</b>	<b>Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée</b>	<b>Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade</b>
Fonctionnaires territoriaux	<p>Comptant plus de 10 ans de services effectifs accomplis dans les grades d'assistant d'enseignement artistique principal de 2e classe ou principal de 1re classe</p> <p><b>+ Examen professionnel organisé par les Centres de gestion</b></p>	<p>Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés professeurs d'enseignement artistique stagiaires pour une durée de 6 mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement. (art. 9)</p> <p>Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues à l'article 11 du décret n° 91-857 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique.</p>

## Filière sportive - Catégorie A

## Conseiller des activités physiques et sportives

**Référence** : Article 5 du décret 92-364 du 1<sup>er</sup> avril 1992

**QUOTAS** : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

### Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine

Educateurs des activités physiques et sportives principaux de 1<sup>re</sup> classe

### Conditions statutaires requises au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée

Comptant plus de 5 ans de services effectifs accomplis en qualité de fonctionnaire territorial de catégorie B en position d'activité ou de détachement

### Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade

Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés conseillers stagiaires pour une durée de 6 mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement. (art. 8)

Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues à l'article 10 du décret n° 92-364 du 1<sup>er</sup> avril 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives.

## Filière sportive - Catégorie B

## Educateur des activités physiques et sportives

**Références** : Article 7 du décret n°2011-605 du 30 mai 2011 et articles 9 et 11 du décret 2010-329 du 22 mars 2010

**QUOTAS** : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine	Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée	Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade
Opérateurs qualifiés et principaux des activités physiques et sportives	<p>Comptant au moins 8 ans de services effectifs en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'État, dont au moins cinq ans dans le cadre d'emplois des opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives.</p> <p><b>+ Examen professionnel organisé par les Centres de gestion</b></p>	<p>Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés éducateurs des activités physiques et sportives stagiaires pour une durée de 6 mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement.</p> <p>Les fonctionnaires sont classés dans les conditions prévues aux articles 13 et 23-I du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B.</p>

## Filière sportive - Catégorie B

## Educateur des activités physiques et sportives principal de 2e classe

**Références** : Article 11 du décret n°2011-605 du 30 mai 2011 et articles 9 et 11 du décret 2010-329 du 22 mars 2010

**QUOTAS** : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine	Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée	Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade
Opérateurs qualifiés et principaux des activités physiques et sportives	<p>Comptant au moins 10 ans de services effectifs en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'État, dont au moins cinq ans dans le cadre d'emplois des opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives</p> <p><b>+ Examen professionnel organisé par les Centres de gestion</b></p>	<p>Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés éducateurs des activités physiques et sportives principal de 2e classe stagiaires pour une durée de six mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement.</p> <p>Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues aux articles 21 et 23-I du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B.</p>



## Filière médico-sociale - Catégorie A

## Conseiller socio-éducatif

**Référence** : Article 5 du décret n°2013-489 du 10 juin 2013

**QUOTAS** : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine	Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée	Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade
<p>Assistants socio-éducatifs</p> <p>Educateurs de jeunes enfants</p>	<p>Comptant au moins 10 ans de services effectifs dans leur cadre d'emplois en position d'activité ou de détachement</p>	<p>Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés conseillers socio-éducatifs stagiaires pour une durée de 6 mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement. (art. 8)</p> <p>Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues aux articles 10 et 11 du décret n°2013-489 du 10 juin 2013 portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers territoriaux socio-éducatifs.</p>

## Filière animation - Catégorie B

## Animateur

**Références** : Article 6 du décret n°2011-558 du 20 mai 2011 et articles 9 et 11 du décret 2010-329 du 22 mars 2010

**QUOTAS** : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

### Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine

Adjointes d'animation principales de 1<sup>re</sup> classe et principales de 2<sup>e</sup> classe

### Conditions statutaires requises au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée

Comptant au moins 10 ans de services effectifs en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'État, dont au moins cinq ans dans le cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation

### Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade

Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés animateurs stagiaires pour une durée de six mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement.

Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues aux articles 13 et 23-I du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B.

## Filière animation - Catégorie B

## Animateur principal de 2e classe

**Références** : Article 10 du décret n°2011-558 du 20 mai 2011 et articles 9 et 11 du décret 2010-329 du 22 mars 2010

**QUOTAS** : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

### Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine

Adjoints d'animation principaux de 1<sup>re</sup> classe et principaux de 2e classe

### Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée

Comptant au moins 12 ans de services effectifs en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'État dont au moins cinq ans dans le cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation

**+ Examen professionnel organisé par les Centres de gestion**

### Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade

Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés animateurs principaux de 2e classe stagiaires pour une durée de six mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement.

Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues aux articles 21 et 23-I du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B.

## Filière sécurité - Catégorie A

## Directeur de police municipale

**Référence** : Article 5 du décret n°2006-1392 du 17 novembre 2006

**QUOTAS** : Un recrutement pour deux nominations prononcées dans l'ensemble des collectivités ou établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou EPCI à fiscalité propre non affilié.

Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine	Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée	Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade
Les fonctionnaires territoriaux	<p>Comptant plus de 10 ans de services effectifs accomplis dans un cadre d'emplois de police municipale, dont 5 années au moins en qualité de chef de service de police municipale</p> <p><b>+ Examen professionnel organisé par les Centres de gestion</b></p>	<p>Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés directeur de police municipale stagiaires pour une durée de 6 mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement. (art. 8)</p> <p>Le stage commence par une période de formation obligatoire de 4 mois organisée par le CNFPT.</p> <p>Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues à l'article 11 du décret n°2006-1392 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale.</p>

## Filière sécurité - Catégorie B

## Chef de service de police municipale

**Référence** : Article 6 du décret n°2011-444 du 21 avril 2011

**QUOTAS** : Une nomination pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion ou dans chaque collectivité ou établissement non affilié.

Cadres d'emplois, grades ou fonctions d'origine	Conditions statutaires requises au 1er janvier de l'année considérée	Règles de recrutement et de classement dans le nouveau grade
Agents de police municipale  Gardes-champêtres	Comptant au moins 8 ans de services effectifs accomplis dans leur cadre d'emplois en position d'activité ou de détachement  <b>+ Examen professionnel organisé par les Centres de gestion</b>	Les fonctionnaires recrutés par cette voie sont nommés chef de service de police municipale stagiaires pour une durée de six mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement. (art. 8)  Le stage commence par une période de formation obligatoire de 4 mois organisée par le CNFPT.
Brigadiers-chefs principaux  Chefs de police	Comptant au moins 10 ans de services effectifs dans leur cadre d'emplois en position d'activité ou de détachement.	Les stagiaires sont classés dans les conditions prévues aux articles 13 et 23-I du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B.

**ATTENTION** : Les fonctionnaires inscrits sur une liste d'aptitude ou ayant satisfait aux épreuves d'un examen professionnel pour l'accès à l'ancien cadre d'emplois des chefs de service de police municipale, au titre de l'article 39 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée, ont la possibilité d'être nommés au grade de chef de service de police municipale à condition, s'agissant de l'examen professionnel, qu'il ait été ouvert au titre de l'année 2011 avant le 1er mai 2011 (cf. article 14 décret n°2011-444 du 21 avril 2011).